

EN ARGENTINE, L'ÉTAT RÉPRIME ET LE PEUPLE RÉSISTE SOLIDARITÉ AVEC NOTRE CAMARADE FEDERICO GIULIANI, DIRIGEANT SYNDICALE DE CORDOBA !

En Argentine, la répression contre les syndicats et les mouvements populaires progressistes révèle clairement la nature fasciste de l'État, utilisé comme instrument de domination de classe pour briser la résistance des travailleurs et du peuple opprimé.

Notre camarade Federico Giuliani, le secrétaire général du syndicat de classe ATE (Association des Travailleurs de l'État) et également de la CTA-Autónoma (Central de Trabajadores de Argentina), une confédération de syndicats de Córdoba, a été arrêté ce jeudi 28 août, aux côtés de 14 autres militants syndicaux et membres du « Movimiento Pueblo y Patria », alors qu'ils manifestaient devant la mairie de Córdoba pour exiger de la nourriture et une aide destinée aux cantines populaires.

Durant une opération policière d'une violence extrême, orchestrée par le gouvernement provincial de Córdoba, Giuliani a subi une luxation à l'épaule et au coude, et a passé la nuit menottée à l'hôpital, privé de tout contact avec sa famille et ses camarades. Cette barbarie policière a été totalement irrégulière et abusive de la part de la police de Córdoba. Ses avocats dénoncent un acharnement judiciaire ciblé, car Giuliani est le seul parmi les détenus à rester incarcéré. Le procureur Ernesto de Aragón a choisi de retarder son interrogatoire à la semaine prochaine, condamnant ainsi le dirigeant syndical à passer tout un week-end en détention arbitraire, sans accès à sa défense ni à ses proches.

Il s'agit là d'une détention politique, destinée à intimider la classe ouvrière et à briser la mobilisation populaire.

Ce n'est pas un hasard : le fascisme de Milei se manifeste à travers la répression contre les manifestants dans tout le pays, et, désormais avec une intensité accrue, par la tentative de démanteler les syndicats et de briser le mouvement ouvrier.

La persécution exercée contre Federico Giuliani et d'autres dirigeants par le biais des institutions judiciaires et policières n'est pas fortuite : il s'agit d'une stratégie d'intimidation des organisations sociales et de répression de la contestation sociale, pendant que la crise économique plonge des millions de travailleurs et de travailleuses dans la pauvreté et la misère à travers tout le pays.

Face à cette agression de classe, les syndicats argentins n'ont pas tardé à exprimer leur solidarité et à s'organiser, exigeant la libération immédiate du camarade Giuliani. Son organisation syndicale – ATE – va appeler à une grève nationale accompagnée de blocages de routes dans tout le pays si Giuliani n'est pas libéré la semaine prochaine.

L'URC exprime sa plus ferme solidarité avec le peuple argentin, les travailleurs en lutte et les organisations syndicales face à la menace croissante du gouvernement fasciste de Milei. Nous dénonçons cette répression et nous exigeons la libération immédiate et inconditionnelle du camarade Federico Giuliani.

Manifester est un droit, pas un délit !

Vive l'unité du peuple travailleur !

Libération immédiate de Federico Giuliani !

 urc@communistesdefrance.fr

  [@unionreconstructioncommuniste](https://www.instagram.com/unionreconstructioncommuniste)

 <https://urccommuniste.fr>

Retrouvez nous sur nos réseaux:



[@URCCommuniste](https://twitter.com/URCCommuniste) 

[@urccommuniste.bsky.social](https://www.bsky.social/urccommuniste) 

[@unionreconstructioncommuniste](https://www.youtube.com/channel/UC...) 